

L'an deux mille quinze et le quatorze décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2015**

**Date de convocation : 8 décembre 2015**

**Affiché le : 15 décembre 2015**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 53**

**Nombre de votants : 60**

**Nombre d'absents excusés : 3**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC  
Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc  
REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis  
ADOLPHE - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël  
BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard  
ROLLAND - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY -  
Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique  
THOMAS DE MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan :  
Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Éric UGHETTO) Lafare : Jean-  
Paul ANRES La Roque Alric : procuration La Roque sur Pernes : procuration Le Barroux :  
Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne  
MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER –  
Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier: Gilles VÈVE – Michèle  
PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron :  
André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN -  
Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque :  
Éric FERRARO (suppléant de Gaby BEZERT).

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Nathalie REYNARD a donné procuration à Luc  
REYNARD – Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné procuration à Yvette GUIOU – Karine  
GUEZ a donné procuration à Bernard BOSSAN – Francis JULLIEN a donné procuration à Ghislain  
GRICOURT – Joseph BERNHARDT a donné procuration à Bernard CHARRASSE – Bénédicte  
MARTIN a donné procuration à Dominique BODON – Roselyne SULTANA a donné procuration à  
Aimé NAVELLO -

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Guy GIRARD

**Délibération n°198-15**

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service  
aménagement de l'espace et stratégie foncière**

**Objet** : Désaffectation du bâtiment P du site du marché-gare sis sur la commune de  
Carpentras

**Conseil de Communauté du 14 décembre 2015**

**Délibération n°198-15**

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service aménagement de l'espace et stratégie foncière**

**Objet: Désaffectation du bâtiment P du site du marché-gare sis sur la commune de Carpentras**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu les articles L.2111-1 et L.2111-3 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'acte authentique de vente du 11 avril 2013 transférant la propriété du site du marché gare de la commune de Carpentras à la CoVe,

Considérant l'activité de marché floral localisée dès la création du site dans le bâtiment P du marché gare,

Considérant la relocalisation de l'activité de marché floral dans le bâtiment H du site,

Considérant le constat d'huissier en date du 25 novembre 2015, attestant que le bâtiment P n'est plus affecté à un usage direct du public et ne fait l'objet d'aucune occupation depuis la cessation d'activité du marché,

Vu l'avis de la commission Développement économique en date du 1<sup>er</sup> décembre 2015,

Entendu le rapport du Conseiller Communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

### **Décide**

**Article unique** : DE DÉSAFFECTER le bâtiment P situé sur le site du marché-gare à Carpentras, qui n'abrite plus d'activité à usage direct du public.

Transmis en Préfecture le : **15 DEC. 2015**

Publication par affichage le : **15 DEC. 2015**

Exécutoire le : **15 DEC. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 15/12/2015*



## PROCES-VERBAL DE CONSTAT

L'an deux mille quinze et le vingt-cinq novembre

**A la requête de**

**LA COVE dont le siège social est situé 1171 avenue du Mont Ventoux à CARPENTRAS représentée par Madame ALLAMANDI Laetitia, chargée de la stratégie foncière.**

Qui préalablement à nos constatations nous a exposé les faits suivants:

Que la COVE est propriétaire d'un bâtiment au sein du marché-gare de Carpentras.

Que ce bâtiment doit être prochainement vendu et qu'elle a intérêt à nous faire constater qu'il est actuellement libre de toute occupation et de tout matériel.

Déférant à cette réquisition,

Nous soussigné, Maître TREMOULET Pierre, Huissier de justice Audiencier près le Tribunal de Grande Instance de Carpentras, y demeurant 20 Rue Clovis Hugues.

Certifions nous être rendu ce jour à 9 heures 20 au marché-gare de Carpentras.

Là étant, nous rencontrons Madame ALLAMANDI Laetitia, en compagnie de laquelle nous procédons aux constatations suivantes.

Nous nous rendons devant le bâtiment P qui était jusqu'alors divisé en deux parties, l'une louée et l'autre servant au marché floral.

Madame ALLAMANDI ouvre le bâtiment et nous pouvons constater qu'il est entièrement inoccupé et ne contient aucune marchandise ou matériel.

Nous prenons diverses photographies du bâtiment.

Voir ci-dessous.



N'ayant plus rien à constater, nous avons dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit.  
SOUS TOUTES RESERVES  
DONT ACTE

